

02.12.2003 - No. 103 - [≡]

identité visuelle, image de marque, plaquettes,  
affiches, papeterie, campagnes publicitaires,  
panneaux d'expositions, cd-rom, sites internet

**RAPHIS**  
VISUAL COMMUNICATION

Numéros archivés

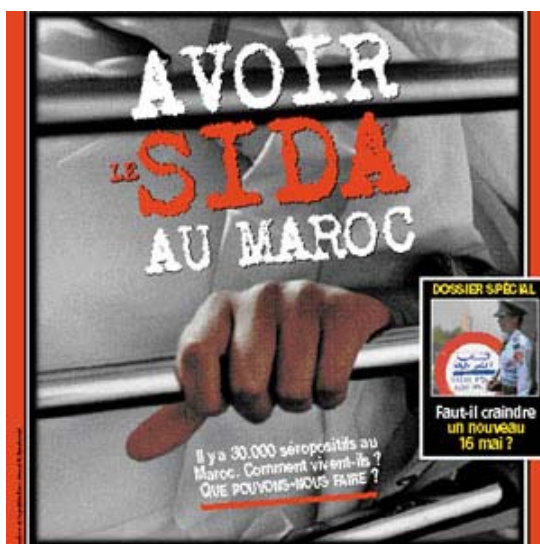
numéro 103

valider

**I EN COUVERTURE** | Articles sous cette rubrique : 1

## Avoir le Sida au Maroc : Ils ont le Sida, il en parlent

Ecrit par **Laetitia Grotti et Maria Daïf** | 28.11.2003



Lors de la rentrée parlementaire et alors que siégeait la première réunion de la commission santé, un député PJD s'est exclamé "Quand est-ce que vous mettez fin aux activités de cette femme qui distribue des préservatifs à nos enfants ?". Entendez par "cette femme", le professeur Hakima Himmich, responsable du service des maladies infectieuses de Casablanca et présidente de l'ALCS. Triste illustration d'une réalité marocaine, 20 ans après la découverte du premier cas de sida au Maroc. Certes, si cette intervention vient de la frange la plus extrémiste de

notre société, il n'en reste pas moins que beaucoup d'entre nous considèrent - à tort - que le sida est une malédiction divine, venue punir les prostituées et les homosexuels. Ignorance et désinformation entourent encore largement cette maladie. Et pourtant...1187 cas cumulés ayant développé le sida ont été déclarés au ministère de la Santé. Comparé à l'Afrique noire, ce chiffre peut paraître dérisoire. Pas de quoi se réjouir pour autant. En effet, selon une méthode statistique éprouvée dans le monde entier, le même ministère évaluait en 2001 entre 15.000 et 20.000 séropositifs. Ces porteurs du virus seraient responsables de 5000 nouveaux cas par an. Ce qui nous donne une estimation pour 2003 de l'ordre de 30.000.

Depuis l'an dernier, le ministère de la Santé s'est doté d'un vaste programme national de lutte contre le sida (PNLS), ambitieux selon les professionnels de l'endémie. Le projet intègre les 3 phases indispensables pour endiguer ce fléau : prévention, information et traitements. C'est d'ailleurs ce même PLNS qui a permis au Maroc d'être sélectionné par le Fonds mondial de lutte contre le sida (ONU) et de bénéficier ainsi des financements nécessaires pour concrétiser les différents projets en cours, dont l'accès à la trithérapie, seul moyen aujourd'hui de ne plus mourir du sida. Résultat : tous les malades sont aujourd'hui traités. Il semble donc que la réponse médicale ait été apportée - relativisons tout de même, puisque l'apport du fonds mondial s'arrête dans 2 ans et que beaucoup s'inquiètent des suites à donner - et qu'aujourd'hui d'autres questions se posent : l'intégration sociale des malades, la prévention grand public et l'information à diffuser, encore et toujours... Sur ces points précis, rappelons que seules les associations de terrain les prennent en

### POLITIQUE

UMA : Mohammed

### MEDIA

Noujoum Bladi : Le

### MONDE

Israël : Sharon-Ge

### Débat

La politique sécuri

### COURRIER

### EN COUVERTURE

Avoir le Sida au M

### DANS CE NUMER

### AUSSI

Terrorisme : Faut-i

### CHRONIQUES

Page Blanche : Sn

### LITTÉRATURE

### NTI

Écran télé : Do yo

### ART

Événement :

### L'INTERROGATOI

Anouar Zyne : "Ba

### ENTRE NOUS

Gros Salaires, Etc

### SOCIETE

Clandestins : Pics

### DROITS HUMAINS

Pétition : Mobilisat

### ECONOMIE

Une économie soli

Page d'accueil

Publicité sur TelQ

compte et agissent dans la mesure de leurs maigres moyens. Décideurs de ce pays... à vous le relais.

Ceux qui ont accepté de parler l'ont fait à une seule condition : l'anonymat. La raison est simple, ils ont peur d'être désignés à la vindicte publique. Leurs témoignages transmettent le même message : protégez-vous.

Halima, 44 ans.

Casablanca

Mon mari m'a répudiée en 1985. Que vouliez-vous que je fasse avec deux enfants à charge, pas de ressources, pas de famille pour m'aider financièrement ? Je me suis prostituée, comme font beaucoup de femmes dans mon cas. Jusqu'en 1986, j'ai eu des dizaines de clients. Ensuite, quelqu'un m'a trouvé un contrat de travail en France où j'ai vécu et travaillé pendant 5 ans. Là-bas, je ne me suis jamais prostituée, j'avais un ami. J'envoyais de l'argent aux membres de ma famille qui s'occupaient de mes enfants. Ils allaient à l'école, j'étais heureuse pour ça. Je suis rentrée au Maroc en 1991, en vacances. Je ne suis plus repartie. Mes enfants me manquaient trop. Je suis retournée à la rue. Je suis tombée très malade la première fois en 1993. Une méningite pour laquelle j'ai été hospitalisée et soignée. Je ne sais pas si j'avais déjà le sida à l'époque. Ce n'est qu'en 1999 que le virus sera diagnostiqué. Cette année-là, je suis arrivée à l'hôpital dans un sale état. Je n'avais presque plus de cheveux et ma peau tombait en lambeaux. Ce n'est que quatre mois après mon hospitalisation que les médecins m'ont appris que j'avais le sida. Non, je ne me suis jamais protégée lors des rapports sexuels avec mes clients. Personne ne m'a jamais dit ce que je risquais. Mes clients non plus n'ont jamais rien demandé. Aujourd'hui, je n'ai que Dieu. J'habite au centre social de Tit Mellil. Vous savez, c'est un centre qui accueille des personnes défavorisées. Je n'ai pas de ressources, pas de travail. D'ailleurs, ma santé ne me permet pas de travailler. Je ne vois presque plus rien. Mes enfants ? Ils sont chez ma sœur. Ils ont 19 et 23 ans. Mon fils, je ne l'ai pas vu depuis 7 mois. Bien sûr, ils savent que j'ai le sida. C'est ma sœur qui ne les laisse pas venir me voir. Elle non plus ne vient presque pas me voir. Je suis sous traitement depuis 1999. Mon avenir ? Je vais certainement finir ma vie dans ce centre. Seule, malade. Sans mes enfants. Heureusement qu'il y a les gens de l'association (ALCS) qui s'occupent de moi.

Hamid, 29 ans.

Marrakech

Je n'arrive plus à m'asseoir, ni à dormir. Je perds du sang, tout le temps. J'ai très mal. Non, ce n'est pas le sida qui me rend malade, ce sont les hémorroïdes. Aucun hôpital ne veut me prendre. Les médecins ont peur de me toucher et de m'opérer parce que j'ai le sida. J'arrive à vivre avec ce virus, mais pas avec les hémorroïdes. D'ailleurs, c'est en 1998, en essayant de me soigner que j'ai appris que j'avais le sida. J'avais fait des analyses que j'ai remises au médecin de l'hôpital. Et c'est là où on m'a dit que j'avais le virus. De là, on m'a envoyé à Casablanca, à l'ALCS. Ils me donnaient de l'argent pour le transport, pour que je vienne régulièrement me faire traiter. Maintenant, je suis suivi par l'ALCS Marrakech. Comment j'ai contracté le virus ? Vous savez, j'ai eu une enfance et une jeunesse très difficiles. À 10 ans, j'étais déjà à la rue. J'ai été violenté, violé par des hommes. Non, je me suis jamais prostitué. Aujourd'hui, j'habite chez ma mère. Je ne travaille pas. C'est elle qui me donne de l'argent de temps en temps, sinon, ma sœur qui est en France m'en envoie. Ma famille sait que je suis malade. Leur comportement n'est plus le même avec moi. Je sais que mon frère ne veut pas que ses enfants m'approchent. Il ne me l'a jamais dit, mais ce genre de choses, ça se sent. À 29 ans, je n'ai plus de vie sexuelle. Je n'ai plus d'envie, plus de désir. Quand ça m'arrive d'être avec une femme, je mets un préservatif, mais je ne dis jamais que j'ai le sida. Psychologiquement, c'est très difficile à vivre. Avoir le sida, ça m'a complètement isolé, de mes amis, de ma famille. Ceux qui savent que je suis atteint me fuient. Je suis sûr qu'il y a beaucoup de personnes malades, mais elles ne le savent pas. Personne ne fait le test. Personne ne se protège pendant les rapports sexuels. Je le sais.

Abdelaziz, 36 ans. Tanger

J'ai appris que j'avais le sida en 1995. J'étais en prison, en Espagne. Des médecins étaient venus nous voir, pour nous dire qu'un test VIH était offert gratuitement pour ceux qui voulaient le faire. Je l'ai fait, volontairement. Comme ça. Parce que j'avais eu auparavant des comportements risqués. J'ai été toxicomane, pendant trois ans. Je me suis piqué à la cocaïne. Mais ce n'est pas pour ça que j'étais en prison. J'avais été condamné à deux mois de prison pour détention de hachisch. Six grammes, pour ma consommation

personnelle. D'ailleurs, ce séjour en prison n'était pas le premier, pour le même motif, à chaque fois. Donc, j'ai fait le test et le résultat était positif. Les médecins sont venus me l'apprendre en même temps qu'ils m'ont appris que j'allais être expulsé au Maroc. Les Espagnols m'expulsaient parce que j'avais le sida. Pourtant, j'avais tous mes papiers en règle. J'étais résident en Espagne. De la prison, on m'a emmené directement à l'aéroport. Je n'ai même pas eu le droit de rentrer chez moi pour prendre mes affaires. Des policiers marocains sont venus m'intercepter à l'aéroport à Tanger et m'emmener au commissariat. Ils pensaient que j'étais coupable d'un délit grave ou que j'étais clandestin. Il a fallu tout leur expliquer. Mon beau-frère qui travaillait dans la police est venu me chercher. J'ai dû payer 500 DH de caution. Depuis, je suis sous traitement. Je vis de la charité d'un de mes frères qui me donne de l'argent. Voilà, je suis condamné à ça dans ce pays. À vivre de la charité. Je ne peux plus travailler. Que fait l'Etat pour des gens comme moi ? Rien. Personne ne fait rien pour moi. Dans mon quartier, tout le monde sait que j'ai le sida. Beaucoup de gens ne m'approchent plus. Pourtant, j'essaye de leur expliquer la maladie, de les prévenir, de leur dire qu'il faut se protéger lors des rapports sexuels. Il m'est même arrivé de donner une conférence. Aujourd'hui, bien sûr que je mets un préservatif lors des rapports sexuels. Il faut être inconscient et criminel pour ne pas le faire.

Ahmed, 45 ans. Marrakech

J'apprends que j'avais le sida quand j'ai fait un test volontaire. Le énième. Je faisais partie d'un groupe à risque comme on dit. Je ne peux pas en dire plus... Laissez-moi un bout de jardin secret. À l'époque, j'habitais en Europe. J'avais une famille, une maison, une voiture, un compte en banque. Quand j'ai appris que j'avais le sida, c'était en 1991, le ciel m'était tombé sur la tête. La première fois, on refuse de le croire. Ça ne pouvait pas m'arriver à moi. Et pourtant si, le deuxième test l'a confirmé. À partir de là, tout a changé dans ma vie. Je me voyais déjà mort. Je culpabilisais vis-à-vis de ma femme et de mes enfants. Je venais tout juste d'avoir une petite fille. Tout de suite, ma femme a fait le test. Elle n'avait heureusement rien. Ma fille, nous n'avons pu lui passer le test qu'à l'âge de 10 ans. Ma femme a été forte, courageuse, elle m'a longtemps soutenu. Moi, je la fuyais. Je me suis renfermé sur moi-même. Je donnais à mes enfants tout l'amour et la tendresse que je pouvais donner. Je connaissais les modes de transmission, je ne m'inquiétais pas de ce côté-là.

Je suis rentré au Maroc en 1999. J'étais dans l'obligation de rentrer. Là aussi, je ne peux pas vous en dire plus. J'ai tout quitté. Ma famille est restée là-bas. Au Maroc, les personnes avec lesquelles j'avais un lien familial ou autre m'ont rejeté. Complètement. J'étais seul, malade, sans ressources. Je voulais juste leur parler. Leur dire qu'il faut qu'ils se protègent. Que ça pouvait arriver à tout le monde.

Cela fait maintenant presque quatre ans que je suis au Maroc. Je n'ai plus revu mes enfants. Ils me manquent. C'est ça le plus dur. Oui, ils savent que leur papa est malade, ils sont grands maintenant. Ma femme a refait sa vie avec quelqu'un d'autre. J'aimerais tellement aller les voir, accomplir une dernière volonté : les serrer dans mes bras.

Aujourd'hui, je suis hébergé par un ami européen et l'ALCS m'aide aussi. Ma maladie, je ne la cache à personne. Je n'en ai pas honte. J'ai tapé à toutes les portes pour ne pas vivre de la charité ; je suis malade, mais j'ai ma fierté. J'ai envoyé des lettres aux ministres, au roi, à Mme Yasmina Baddou qui a mon dossier. J'ai été un travailleur marocain à l'étranger, j'ai longtemps envoyé de l'argent au pays. Aujourd'hui, je n'ai plus rien et à toutes mes requêtes, je reçois comme réponse un silence assourdissant. Heureusement qu'il y a l'ALCS. Je voudrais aujourd'hui lancer un message aux responsables, aux ministères, au roi, à je ne sais qui : SOS, je meurs en silence.

Kamal, 40 ans. Marrakech

J'ai appris ma séropositivité par hasard. Un jour, j'ai senti que quelque chose n'allait pas. J'ai demandé à faire des analyses de sang, directement liées au dépistage du sida. En fait, j'avais eu des relations sexuelles extra-conjugales et je me suis dit que c'était peut-être lié à mon état de santé. J'ai fait les analyses à Casablanca, puisque j'y habitais à l'époque. J'ai eu les résultats 4 jours plus tard. Quand je suis arrivé pour les récupérer, le médecin m'a convoqué dans son bureau. Il me parlait doucement, a commencé à me rassurer. Comme je suis plutôt ouvert, je l'ai mis à l'aise, lui ai dit qu'il pouvait me parler librement. Alors il m'a annoncé ma séropositivité. Il m'a expliqué que c'était une maladie et qu'il fallait que j'aille à l'hôpital pour suivre un traitement. Je savais déjà ce qu'était le sida. Mais, cela a quand même été un choc pour moi. Je me suis dit que c'était la catastrophe, pas

vraiment par rapport à ma santé mais vis-à-vis de mes proches. Nous vivons dans un pays traditionnel où les gens n'acceptent pas cette maladie. Je ne savais pas trop ce que j'allais faire, mais je me suis dit que tôt ou tard, mes proches allaient le savoir. J'en ai tout de suite parlé à ma femme. Je lui ai expliqué ce qui s'était passé et la maladie que j'avais attrapée. Et j'ai fini en lui disant : "Voilà, ce qui est fait est fait. Tu es libre de partir". Elle est allée faire un test de dépistage. Grâce à Dieu, elle était - et est encore aujourd'hui - séronégative ! Après le test, nous avons reparlé. Elle a refusé de me quitter, ne m'a fait aucun reproche. J'en avais également parlé à mon frère et à ma sœur. Ils ont été un peu choqués, mais ils ont tout fait pour ne pas le montrer. Depuis, ils m'aident tous, me soutiennent. Grâce à eux, à mon environnement familial, j'ai pu m'accrocher. Ils n'ont jamais cessé de m'encourager. L'ALCS a joué un rôle très important car c'est un véritable espace de dialogue. De plus, ils m'ont beaucoup soutenu pour les médicaments et le transport, car je suis sous trithérapie quasiment depuis le début, ce qui suppose que j'aïlle Casa à chaque fois. Je ne travaille pas, physiquement c'est difficile, surtout ces derniers temps. J'ai conscience que ma famille est une exception mais je voudrais dire qu'il est important de parler, d'avoir un soutien constant. Même avec les traitements, le malade a besoin d'un soutien psychologique, cela joue autant que les médicaments. C'est vrai que je n'en ai pas parlé à mes parents, je ne veux pas les heurter. Certaines personnes ne peuvent pas accepter. Aujourd'hui, je vis une vie normale, sans reproche. J'aimerais lancer un dernier appel, "N'hésitez pas à faire le dépistage du sida et acceptez cette maladie. Quant aux familles et à la société, soutenez vos malades !".

Quand l'entreprise s'ouvre à la prévention

Lutter contre le sida implique la participation de tous, entreprises comprises. Aujourd'hui, certaines d'entre elles sont engagées dans des actions de prévention. Exemples à suivre.

Soumia a 37 ans. Mariée à l'âge de 12 ans, elle a très vite endossé la tenue de femme de ménage pour s'en sortir. Employée depuis 15 ans dans une entreprise de Marrakech, tout se passait bien jusqu'au jour où elle a dû faire des examens médicaux. Incapable de prendre en charge leur coût, elle se tourne alors vers son employeur qui l'oriente vers le médecin du travail. Ce dernier intervient auprès de l'hôpital et les examens sont finalement réalisés. Tout serait mieux dans le meilleur des mondes si Soumia n'avait pas appris à cette occasion qu'elle avait un sida déclaré. Et partant, que le médecin du travail l'avait "dénoncée" auprès de son employeur. Résultat : plus personne dans l'entreprise ne lui parle, elle déjeune seule dans son coin, on l'évite comme la peste. Parce qu'elle a le sida, Soumia est aujourd'hui une paria. Cet exemple illustre, s'il le fallait, la discrimination dont peuvent être victimes les malades du sida sur leur lieu de travail - au-delà de la violation du secret médical qui constitue, faut-il le rappeler, une faute grave.

De fait, comme l'analyse l'anthropologue Laurent Vidal dans le dernier numéro de la revue "Transversal", "le sida, considéré comme une maladie grave et à l'issue fatale, suppose ipso facto une multiplicité des modes de transmission, parmi lesquels des situations de la vie quotidienne, pourtant non contaminantes". Aujourd'hui encore, la société dans sa grande majorité rejette les malades du sida. Par ignorance, désinformation, et partant par peur inconsidérée. Il n'y a donc aucune raison, dans ces conditions, pour que le monde du travail échappe à ces représentations, alors même que les risques d'exposition au sang - unique mode de transmission envisageable - y sont rarissimes. D'où l'initiative salutaire démarrée en 1996 par la section tangéroise de l'ALCS et reprise cette année par le fonds mondial contre le sida. De quoi s'agit-il ? En 1996, les volontaires de l'association de lutte contre le sida ont lancé, dans la capitale du Nord, une campagne de prévention à destination des ouvrières, employées dans les usines de la région. Leur constat était simple.

Ces femmes, soumises à la précarité d'emplois saisonniers, parfois obligées de quitter leur foyer installé dans des régions éloignées, analphabètes, constituent ce que l'on nomme pudiquement un "groupe vulnérable".

Vulnérable par sa fragilité économique et sociale, susceptible d'engendrer des comportements à risque, au nombre desquels la prostitution occasionnelle.

D'où l'idée d'impliquer les entreprises, seuls lieux qui rassemblent suffisamment de femmes, à des périodes identifiables de l'année, pour mener des actions de prévention.

Ces séances sur site, permettent aux militants associatifs d'informer, au cours d'un exposé générique, le plus grand nombre d'ouvrières. On leur parle de l'existence du sida, des possibilités de le dépister gratuitement, des

comportements à risque, de ceux à adopter pour se prémunir de la maladie. Bref, on s'intéresse à elles et on prend leurs vies en considération. C'est sans doute ce qui explique le très bon accueil qu'elles réservent aux animateurs sociaux. Mais dans ces séances "grand public", toutes n'osent pas prendre la parole. La timidité, le tabou sexuel sont autant de freins au dialogue. Alors, on organise des séances restreintes, par groupe de 40 à 50. Ce qui permet d'établir un climat de confiance, d'autant que les méthodes ont été travaillées en amont. Ici, on parle en darija, on utilise des cassettes audio ou la télé, "qui les capte". On s'adapte au langage car l'on veut être compris. L'échange installé, les gens de l'ALCS repèrent et sensibilisent des "meneuses". Qui reçoivent une information plus pointue. Les plus motivées, impliquées dans la formation, se verront proposer de devenir des "personnes-relais" au sein de l'usine. Capables de poursuivre le travail de prévention, d'orienter leurs voisines de chaîne vers les centres de dépistages gratuits, de relayer les comportements à risque... Mais pour faire tout ça, encore faut-il avoir accès à l'entreprise. Entre le souci de rentabilité de l'employeur, qui voit dans ces heures de prévention autant de temps, et donc d'argent perdu, et l'image négative du sida, il faut négocier. "Pour être honnête, c'est grâce à nos relations personnelles avec certains employeurs de la région que nous avons pu entrer dans les usines, reconnaît Hicham Zouali, membre de l'ALCS Tanger. Nous avons obtenu un partenariat avec l'association des copropriétaires de la zone industrielle de Tanger, qui nous a servi de label et de porte d'entrée dans les entreprises de la zone". Résultat : une dizaine de grosses unités, particulièrement dans le textile et l'agro-alimentaire, ont joué le jeu et près de 450 femmes ont ainsi été sensibilisées. D'autres entreprises, plus rares, sont cependant demandeuses. "Un employeur de Tan Tan, affecté par la mort d'un de ses collègues, nous accueille depuis 3 ans, pendant 3 semaines, pour que nous sensibilisions les marins-pêcheurs. Le tout, à sa charge", raconte Amine Boushaba, coordinateur des programmes de prévention en entreprise au sein de l'ALCS.

Difficile cependant d'évaluer la portée réelle de ces actions de prévention en termes de changements de comportements. Ce qui est sûr, c'est que des personnes sont venues à l'ALCS, suite à des discussions avec certains de ces "relais ouvriers". D'autres encore sont devenues des volontaires... Et l'idée fait aujourd'hui tâche d'huile. Elle a ainsi été reprise par le Fonds mondial de lutte contre le sida qui finance depuis le mois de mai, des projets du même type, en faveur des femmes dans les secteurs textile et agroalimentaire. Le Maroc, signataire par ailleurs de la "déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA", une résolution de l'ONU adoptée par l'Assemblée Générale, le 27 juin 2001, a promis, à ce titre, "d'ici à 2005, [de] renforcer la lutte contre le VIH/sida dans le monde du travail, en établissant et en appliquant des programmes de prévention et de soins dans le secteur public, le secteur privé et le secteur informel, et prendre des mesures pour faire en sorte que les personnes atteintes du VIH/sida trouvent un soutien sur leur lieu de travail". Difficile, toutefois, de trouver dans le nouveau code du travail des mesures incitatives susceptibles d'impliquer les entreprises dans ces programmes. Les ONG n'ont plus qu'à compter sur le bon vouloir des employeurs. Et heureusement, il existe. Cet été, 950 ouvrières ont bénéficié de ces formations à Agadir, 180 à Tétouan, 815 à Taroudant. Des programmes sont en cours de discussion pour d'autres unités dans ces villes mais aussi à Marrakech, Casablanca... Pour le Dr Benyahia, président de l'ALCS-Taroudant, "il est important de réaliser ces programmes dans des villes comme la nôtre, où le rural et l'urbain s'interpénètrent. La moyenne nationale compte 5 à 10% de cas de sida dans le rural, nous en avons 16 à 17%. Pour les ouvrières, ce dialogue est nouveau. Il est souvent l'occasion de consultations médicales qui nous permettent de garder le contact. De les sensibiliser". Mais les ouvrières ne sont pas les seules bénéficiaires de ces programmes. On a déjà cité l'exemple des marins-pêcheurs auxquels s'ajoutent le personnel hôtelier de certaines grandes chaînes comme Sofitel, la police de Casablanca, Rabat et Kénitra mais aussi les médecins, les gardiens de prison... Certaines entreprises n'ont en effet aucun mal à intégrer ces actions de prévention dans le cadre de formations internes, comme nous l'explique M. Touhani, directeur du Domaine El Boura à Taroudant : "Nous sommes exportateurs d'agrumes et à ce titre, nous sommes engagés dans un processus de certification ISO. Le programme de l'ALCS tombait donc à point nommé puisque le système qualité comprend un volet formation très important. Or, il était pour nous essentiel de sensibiliser nos ouvriers aux questions d'hygiène, de santé. Nous n'avons donc eu aucune hésitation, au contraire, nous étions demandeurs". Reste la difficile question du paiement des heures. La majorité des employeurs ayant

déjà participé à ces formations ont pris à leur charge les heures consacrées à la prévention sida, mais beaucoup s'y refusent. Peut-être est-ce là une première piste de réflexion pour nos décideurs s'ils veulent encourager ce type d'actions ?

Prévention : Du grand public à la proximité

Les éducateurs sociaux travaillent sur 2 niveaux de prévention. Le premier est à destination du grand public, en clair les médias et les écoles. Pour ces publics, le discours choisi est formel, assez large. À savoir, relever l'existence du sida, expliquer les moyens de contamination, ceux qui permettent de l'éviter, la question du dépistage. Répéter que personne n'est à l'abri, car il n'y a pas de "populations à risques" mais bel et bien des "pratiques à risques". Le but : faire tomber les barrières, que le dialogue s'instaure, notamment avec les élèves. Pas toujours facile, car le premier tabou n'est pas tant le sida que le sexe. On pourrait presque dire que l'Éducation nationale "sous-traite" à l'ALCS la question sexuelle. Mais au-delà, on peut dire que ces séances de prévention marchent plutôt bien. La preuve : à Casablanca, l'ALCS n'arrive plus à répondre à toutes les demandes et la situation est quasiment la même dans les autres villes du pays.

Second niveau : une prévention de proximité auprès des populations vulnérables : prostituées, hommes et femmes, les prisonniers, les populations mobiles, les ouvriers et les toxicomanes. La démarche est ici tout autre. Les éducateurs doivent, avant tout programme, étudier leurs modes de vie, leur perception des risques, étudier ce qui les empêche de changer de comportement. Mais pour les convaincre, encore faut-il les approcher, les mettre en confiance. D'où des séances de convivialité dans les locaux de l'association, des ateliers beauté pour les mères célibataires, histoire qu'elles retrouvent l'estime de soi, un soutien administratif assuré par des assistantes sociales...

Besoins humains : Dur, dur, de trouver des volontaires !

L'association de lutte contre le sida, ALCS, est la première à s'être exclusivement consacrée à cette maladie. Elle compte aujourd'hui 11 sections locales réparties sur le territoire national, 200 à 300 volontaires auxquels s'ajoutent des sympathisants "ponctuels" et une trentaine de permanents. Autant dire que face au défi à relever, cette poignée d'âmes aurait bien besoin de renforts. "Notre association fonctionne sur la base du volontariat, confirme Amine Boushaba, de l'ALCS. Mais tant le sujet que notre démarche sont particuliers. Pour être volontaires, il faut adhérer à nos principes éthiques que sont le respect des droits de la personne, le non jugement, le respect de l'anonymat et de la différence". C'est pourquoi, vous ne trouverez jamais d'annonce de l'ALCS recherchant des volontaires. Non, ici, on attend les candidatures spontanées, "cela fait partie intégrante de la motivation", précise le même. Ensuite, des entretiens personnalisés permettent d'évaluer la perception qu'a le candidat de la maladie, son discours, son attitude vis-à-vis des malades... Si les motivations sont convaincantes, une formation initiale est engagée, comprenant l'acquisition de connaissances, l'explication de la démarche éthique, des mises en situation. Ceux qui restent reçoivent alors des formations plus spécifiques comme les techniques d'entretien, la sensibilisation aux traitements..."Nous sommes un des rares espaces où se côtoient autour d'une même table des étudiants, des militants de droits humains, des bourgeoises, des prostituées...chacun vient avec des motivations différentes mais tous ont le même but : faire reculer la maladie". Vous vous sentez l'âme militante, n'hésitez pas, vous êtes attendus.



[Acceuil](#)

---

[Désirez-vous commenter cet article?](#)

disclaimer - impressum - Visiteurs 129241